

## MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATION DE FOURNITURES

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

N° 2025-ECPAD-042 à 044-AC-00-00

**Accord-cadre mono attributaire à bons de commande relatif à des  
prestations de location de système de transmission vidéo et  
d'objectifs de caméras**

**- 3 lots -**

**Pouvoir adjudicateur :** Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense (ECPAD)

**Mode de passation :** Appel d'offres ouvert en application L.2124-2, R.2124-2, R.2162-2 à R2161-5 du Code de la commande publique

**Représentant du Pouvoir adjudicateur :** Le Directeur de l'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense

**Comptable assignataire des paiements :** L'Agent comptable de l'ECPAD.

<b>1 OBJET</b>	<b>4</b>
<b>2 TYPE D'ACCORD-CADRE ET PROCÉDURE</b>	<b>4</b>
<b>3 DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>	<b>4</b>
<b>4 INTERVENANTS AU CONTRAT</b>	<b>5</b>
4.1- PARTIES AU CONTRAT	5
4.2- SOUS-TRAITANCE	5
4.3- COTRAITANCE	6
4.4 SUIVI DU MARCHÉ PUBLIC	6
4.4.1. Représentants du Pouvoir adjudicateur	6
4.4.2. Représentants du Titulaire	6
<b>5- CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE L'ACCORD-CADRE</b>	<b>7</b>
5.1- ALLOTISSEMENT ET CLASSIFICATION CPV	7
5.2- DESCRIPTION DES LOTS	7
5.3- VARIANTES -TRANCHES OPTIONNELLES	8
5.4- PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES	8
5.5- DEROGATION EXCEPTIONNELLE AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITÉ DU TITULAIRE	8
5.6- MONTANT DE L'ACCORD-CADRE	9
<b>6- MODALITÉS DE LIVRAISON</b>	<b>9</b>
6.1 – LIEU DE LIVRAISON	9
6.2 - TRANSPORT	10
<b>7- DURÉE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE</b>	<b>10</b>
7.1 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE	10
7.2 - RECONDUCTION	10
7.3 - DURÉE / DÉLAIS D'EXÉCUTION DES BONS DE COMMANDE	10
<b>8- MODALITÉS D'ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE</b>	<b>10</b>
8.1 - ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE	10
8.2 - CONTENU DES BONS DE COMMANDE	11
8.3 - OBSERVATIONS DE LA PART DU TITULAIRE	11
8.4 - ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE ET ARRÊT D'EXÉCUTION D'UN BON DE COMMANDE	11
8.5- MODALITÉS DE DÉCOMPTÉ DES DÉLAIS	12
<b>9- MODALITÉS D'EXÉCUTION</b>	<b>12</b>
9.1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	12
9.2 – PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION	12
9.3 - DISPOSITIONS DIVERSES	12
9.4 PRESTATIONS NON LISTÉES AU BPU	13
<b>10- OBLIGATIONS DU TITULAIRE</b>	<b>13</b>
10.1- OBLIGATIONS DE QUALITÉ	13
10.2- OBLIGATIONS DE CONSEIL	14
10.3- OBLIGATIONS DE RÉSULTAT	14
10.4- OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ ET DE DISCRETION	14
10.5 -MATERIEL EMPLOYÉ LORS DE LA PRESTATION	14
10.6- CONTINUITÉ DE SERVICE	15
<b>11- RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE</b>	<b>15</b>
<b>12- CONDITIONS D'ACCÈS AU FORT D'IVRY-SUR-SEINE</b>	<b>15</b>
12.1- CADRE GÉNÉRAL	15
12.2- CONDITIONS D'ACCÈS AU FORT D'IVRY-SUR-SEINE- ZONE PROTÉGÉE, CONTRÔLES PRIMAIRES	15
12.3-ACCÈS À LA ZONE PROTÉGÉE – PLANIFICATION DES VENUES ET CONTRÔLES AU POSTE D'ACCUEIL ET DE FILTRAGE	16
12.4 -PROTECTION DU SECRET DE LA DÉFENSE NATIONALE	16
<b>13- CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>17</b>
13.1 – OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION QUANTITATIVE	17
13.2 – OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION QUALITATIVE	17

13.3 – DECISIONS D'ADMISSION, D'AJOURNEMENT, DE REFACON OU DE REJET .....	17
14- CONDITIONS DE GARANTIE.....	18
15- CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET GESTION DES DÉCHETS .....	18
16- PRIX DU MARCHÉ.....	19
16.1 - FORME ET TYPES DES PRIX .....	19
16.2 -CONTENU DES PRIX .....	19
16.3 -PRIX INITIAUX .....	19
16.4 -REVISION DES PRIX .....	19
16.5 -CLAUSE DE SAUVEGARDE.....	20
17- MODALITÉS DE RÉGLEMENT .....	20
17.1 -DELAÏ GLOBAL DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES.....	20
17.2 -ÉTABLISSEMENT ET REMISE DES FACTURES.....	20
17.2.1 <i>Mentions obligatoires sur les factures</i> .....	20
17.2.2 <i>Transmission des factures</i> .....	21
17.3 -RÈGLEMENT.....	21
17.4 -AVANCE .....	21
17.5- CESSON OU NANTISSEMENT .....	21
18- PÉNALITÉS .....	21
19- MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE.....	23
19.1 -MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE RENDANT NECESSAIRE LA CONCLUSION D'UN AVENANT.....	23
19.2 -MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE NE DONNANT PAS LIEU A UN AVENANT.....	24
20- REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES .....	24
21- OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES .....	25
22- RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE .....	25
23- EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE .....	26
24- DOCUMENTS A PRODUIRE DANS LE CADRE DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ PUBLIC .....	26
24.1-ASSURANCES.....	26
24.2-DOCUMENTS ADMINISTRATIFS A PRODUIRE PENDANT L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE .....	26
24.3-REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE .....	26
25 OBLIGATIONS DU TITULAIRE DANS LE CADRE DE L'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	26
25.1-LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE .....	26
25.2-LANGUE .....	27
25.3-CONFIDENTIALITE .....	27
25.4- PROTECTION DU SECRET .....	27
25-5- COMMUNICATION DE TOUT CHANGEMENT AFFECTANT AUX DONNEES DU TITULAIRE.....	27
25-6- RESPONSABILITES DU TITULAIRE VIS-A-VIS DES TIERS.....	27
26 DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	28
26.1 -DISPOSITIONS GENERALES .....	28
26.2 COMITES CONSULTATIFS DE REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES .....	28
26.3 PROCEDURE CONTENTIEUSE .....	28
27- DÉROGATIONS AU CCAG-FCS .....	29

## 1 OBJET

Le présent cahier des clauses administratives particulières a pour objet la location de systèmes de transmission vidéo et d'objectifs de caméra.

Le matériel fourni sera utilisé dans le cadre de productions en direct. À ce titre, il devra impérativement répondre aux normes de qualité professionnelle en vigueur dans l'industrie Broadcast.

## 2 TYPE D'ACCORD-CADRE ET PROCÉDURE

Il s'agit d'un **accord-cadre à bons de commande mono-attributaire**, passé selon la procédure d'appel d'offre, en application des articles L.2124-2, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est passé **sans montant minimum et avec un montant maximum** en application de l'article R.2162-4 alinéa 2° du Code de la commande publique.

Conformément aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique, l'accord-cadre donne lieu à la conclusion de bons de commande.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre mais leur exécution doit être terminée au plus tard trois mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation ne remet pas en cause la validité d'un bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le Titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

## 3 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le présent marché public est constitué par les documents contractuels listés ci-après.

- **L'acte d'engagement relatif à chacun des lots du marché** signé par le Pouvoir adjudicateur et le représentant habilité du Titulaire, et leurs deux annexes respectives par lot :
  - ✓ Annexe 1 : Le Bordereau des prix unitaires (BPU) ;
  - ✓ Annexe 2 : Le cadre de réponse technique (CRT).

dans leur dernière version résultant des modifications éventuelles opérées par avenant, et dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'établissement, fait seul foi ;

- **Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'établissement, fait seul foi ;
- **Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)**, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'établissement, fait seul ;
- **Les devis quantitatifs estimatifs relatifs à chacun des lots ;**
- **Le cahier des clauses administratives générales** applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- **Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants**, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- Les diverses mises au point du marché ;
- Les actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Par ailleurs, aucune condition spécifique ou générale figurant dans les documents envoyés par le Titulaire au titre de cette consultation ne pourra s'intégrer au présent marché public. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux, etc.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché public et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

## 4 INTERVENANTS AU CONTRAT

### 4.1- Parties au contrat

Le présent accord-cadre est conclu entre :

- **Le « Pouvoir adjudicateur »** : il s'agit de la personne publique qui conclut l'accord-cadre avec le Titulaire. Pour le présent marché, il s'agit de l'Etablissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense (ECPAD).

L'autorité habilitée à engager l'établissement Monsieur Laurent VEYSSIÈRE, Directeur de l'ECPAD ;

Conformément à l'article R.3415 du Code de la défense portant statut de l'ECPAD, le Directeur de l'établissement exerce les fonctions de Pouvoir adjudicateur et d'Ordonnateur principal ;

ET

- **Le « Titulaire »** : il s'agit de l'opérateur économique qui conclut ce marché public avec le Pouvoir adjudicateur et dont les caractéristiques sont précisées à l'article C de l'acte d'engagement (AE). En cas de groupement des opérateurs économiques, le Titulaire désigne le groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.

La **personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-46 et L. 2191-8** du Code de la commande publique est le Directeur de l'établissement de communication et de production audiovisuelle de la défense.

### 4.2- Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance et aux dispositions de l'article 3.6.1 du CCAG-FCS, à condition d'avoir obtenu préalablement de la personne publique l'acceptation du sous-traitant et de ses conditions de paiement.

Le Titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, de se conformer aux conditions fixées dans les articles L.2193-4 à L.2193-7, ainsi que les articles R.2193-1 à R.2193-8 du Code de la commande publique. Le Titulaire est notamment tenu d'établir que le nantissement dont le marché public a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant, conformément à l'article R. 2193-3 dudit code.

**Le sous-traitant ne peut intervenir qu'après signature par le Pouvoir adjudicateur de l'acte de sous-traitance.** Le Titulaire garantit que les contrats passés avec ses éventuels sous-traitants tiennent compte des obligations nées du présent marché public.

La signature par le Titulaire (ou le mandataire en cas de groupement) du décompte, de la facture ou du mémoire émis par le sous-traitant, vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer.

**En cas de non-respect des règles relatives à la sous-traitance, l'Administration se réserve le droit de résilier le marché public pour faute du Titulaire en application de l'article 41 du CCAG-FCS, et de faire exécuter le reste de la prestation aux frais et risques du Titulaire, conformément aux dispositions du CCAG de référence.**

#### **4.3-Cotraitance**

En cas de cotraitance, le mandataire du groupement devra assurer le travail de coordination et aura en charge le suivi et la réalisation des répartitions de paiement, de la planification et de la mise à jour du calendrier d'intervention du personnel cotraitant. Le mandataire assurera la liaison entre l'ECPAD et ses cotraitants.

**Si le groupement est conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.**

La composition du groupement ne peut être modifiée après la signature de l'accord-cadre.

Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'Administration l'autorisation de continuer l'exécution sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation de l'Administration un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-contractants ou entreprises liées.

L'Administration se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé au regard des conditions de participation qu'il a définies (article R.2142-26 du Code de la commande publique).

#### **4.4 Suivi du marché public**

##### **4.4.1. Représentants du Pouvoir adjudicateur**

**Le Département des affaires juridiques et des achats de l'ECPAD** est chargé du suivi de l'accord-cadre.

**Le Département des techniques audiovisuelles** est chargé du suivi technique de l'accord-cadre.

Les noms et coordonnées des représentants pour les parties juridique et technique seront communiqués au Titulaire après notification de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché public.

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-FCS, les personnes physiques désignées par le Pouvoir adjudicateur pour la conduite du présent accord-cadre ne sont pas réputées disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au Titulaire, les décisions nécessaires engageant le Pouvoir adjudicateur. Tout acte et toute décision devant être pris pour permettre l'exécution des prestations, objet du présent accord-cadre, relèvent du Pouvoir adjudicateur ou de son représentant le cas échéant.

##### **4.4.2. Représentants du Titulaire**

La ou les personnes physiques habilitées à représenter le Titulaire auprès du Pouvoir adjudicateur pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre sont nommément désignées dans l'offre du Titulaire.

En cas de changement d'un ou plusieurs des interlocuteurs, le Titulaire doit en informer l'établissement sans délai.

## 5- CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE L'ACCORD-CADRE

Les caractéristiques techniques des prestations attendues figurent dans le CCTP.

### 5.1- Allotissement et classification CPV

Le présent accord-cadre est alloti en trois lots :

Numéro de lot	Intitulé du lot	Classification CPV
Lot n°1	Location de liaisons de transmission vidéo hertzienne numérique et de leurs accessoires	32223000-2
Lot n°2	Location de systèmes de transmission vidéo utilisant le réseau cellulaire français et leurs accessoires	32223000-2
Lot n°3	Location d'objectifs zooms de caméra et de leurs accessoires	38651100-4 / 38651500-8

Nomenclature interne :

Numéro de lot	Intitulé du lot	Nomenclature
Lot n°1	Location de liaisons de transmission vidéo hertzienne numérique et de leurs accessoires	47.05.02 Prestations de services techniques pour prestation événementielle
Lot n°2	Location de systèmes de transmission vidéo utilisant le réseau cellulaire français et leurs accessoires	47.05.02 Prestations de services techniques pour prestation événementielle
Lot n°3	Location d'objectifs zooms de caméra et de leurs accessoires	47.01.02 Location de matériel audiovisuel

### 5.2- Description des lots

#### 5.2.1 Lot n°1 : location de liaisons de transmission vidéo hertzienne numérique et de leurs accessoires

Au titre de ce lot, le Titulaire met à disposition de l'ECPAD six produits distincts à la location :

Poste 1	Location de liaison de transmission hertzienne numérique HD – MPEG2
Poste 2	Location de liaison de transmission hertzienne numérique HD – H264
Poste 3	Location de liaison de transmission hertzienne numérique UHD – HEVC
Poste 4	Location de systèmes de déport fibre optique
Poste 5	Location de systèmes HF de contrôle de caméra
Poste 6	Location d'antennes

#### 5.2.2 Lot n°2 : location de systèmes de transmission vidéo utilisant le réseau cellulaire français et leurs accessoires

Au titre de ce lot, le Titulaire met à disposition de l'ECPAD quatre produits distincts à la location :

Poste 1	Location de systèmes de transmission de flux audio-vidéo
Poste 2	Location de routeurs 4G/5G
Poste 3	Location de systèmes d'antennes extérieures à gain pour routeur 4G/5G
Poste 4	Supplément de 20 Go de volumétrie (Forfait initial de 100 Go avec poste 1)

### 5.2.3 Lot n°3 : location d'objectifs zooms de caméra et de leurs accessoires

Au titre de ce lot, le Titulaire met à disposition de l'ECPAD treize équipements distincts à la location :

Poste 1	Location d'objectifs zoom vidéo grand angle HD
Poste 2	Location d'objectifs zoom vidéo standards HD
Poste 3	Location d'objectifs zoom vidéo stabilisés HD
Poste 4	Location d'objectifs zoom vidéo longue focale HD
Poste 5	Location d'objectifs zoom vidéo très longue focale HD
Poste 6	Location d'objectifs zoom vidéo grand angle UHD
Poste 7	Location d'objectifs zoom vidéo standards UHD
Poste 8	Location d'Objectifs zoom vidéo stabilisés UHD
Poste 9	Location d'objectifs zoom vidéo longue focale UHD
Poste 10	Location d'objectifs zoom vidéo très longue focale UHD
Poste 11	Location de trépied avec tête fluide supportant une charge maximum de 35Kg
Poste 12	Location de trépied avec tête fluide pour une charge maximum de 75kg
Poste 13	Location de reports de commande

### 5.3- Variantes -Tranches optionnelles

- Les variantes ne sont pas autorisées ;
- Il n'est pas prévu de tranches optionnelles.

### 5.4- Prestations supplémentaires éventuelles

L'ECPAD ne prévoit pas de prestations supplémentaires éventuelles (PSE).

### 5.5- Dérogation exceptionnelle au principe d'exclusivité du Titulaire

L'ECPAD se réserve le droit, pour des besoins spécifiques, ponctuels ou imprévus, de faire appel à d'autres prestataires pour la réalisation d'opérations exceptionnelles, notamment lorsque le montant cumulé de ces prestations reste inférieur à 10% du montant maximum du marché sur toute la durée du marché (reconductions comprises).

Cette disposition pourra être mise en œuvre pour :

- La réponse à des besoins urgents ou à des circonstances exceptionnelles ne permettant pas au Titulaire d'intervenir dans les délais requis (événements de dernière minute, besoins de renforts techniques) ;
- Les exigences qualitatives formulées par l'ECPAD (en matière de savoir-faire, qualifications, etc.) qui dépassent celles garanties par l'accord-cadre ;
- Des prestations nécessitant des équipements ou compétences spécifiques non détenus par le Titulaire au moment de la survenance du besoin exprimé par l'établissement ;
- Lorsqu'une opération de tournage présente une complexité particulière exceptionnelle ;
- Lorsque le Titulaire n'est pas en mesure de répondre conformément aux conditions économiques et au bordereau des prix unitaires renseignés dans l'annexe financière.

Le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité, ni compensation à ce titre.

Cette disposition n'affecte pas ses obligations au titre des prestations prévues dans le présent marché.



## **5.6 - Montant de l'accord-cadre**

Conformément à l'article R.2162-4, alinéa 2° du Code de la commande publique, le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum et pour un montant maximum par lot indiqué ci-dessous pour toute la durée du marché.

<b>Numéro de lot</b>	<b>Intitulé du lot</b>	<b>MONTANT MINIMUM € HT pour les 4 années d'exécution</b>	<b>MONTANT MAXIMUM en € HT pour les 4 années d'exécution</b>
Lot n°1	Location de liaisons de transmission vidéo hertzienne numérique et de leurs accessoires	Sans	100 000,00
Lot n°2	Location de systèmes de transmission vidéo utilisant le réseau cellulaire français et leurs accessoires	Sans	80 000,00
Lot n°3	Location d'objectifs zooms de caméra et de leurs accessoires	Sans	40 000,00

Chaque lot fait l'objet d'un marché attribué à un opérateur économique.

Le montant maximum s'entend comme la somme globale des prestations allouées au Titulaire au titre du présent marché public.

Les montants applicables aux lots du présent accord-cadre sont ceux précisés dans l'offre financière du Titulaire et inscrits dans le bordereau des prix unitaires (Annexe 1 à l'AE) relatifs à chacun des lots.

## **6- MODALITÉS DE LIVRAISON**

### **6.1 – Lieu de livraison**

L'adresse de livraison est la suivante :

Établissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense (E.C.P.A.D.)

2 à 8, route du Fort - Fort d'IVRY  
94205 - IVRY SUR SEINE Cedex  
M. BOZEC

Courriel : [thierry.bozec@ecpad.fr](mailto:thierry.bozec@ecpad.fr)

Tél : 01.49.60.59.78

Exceptionnellement et dans le cas d'un accord commun, la livraison peut avoir lieu sur Paris ou sa proche banlieue.

La livraison au fort militaire d'Ivry devra respecter les consignes de sécurité en vigueur dans les conditions prévues à l'article 11 du présent CCAP.

Les horaires de livraison sont fixés entre 8h30 et 12h00 et 13h30 et 17h00 du lundi au jeudi et entre 8h30 et 12h00 et le vendredi, entre 13h30 et 16h00. Ces horaires pourront, le cas échéant, être modifiés. Les livraisons ne peuvent avoir lieu qu'aux horaires d'ouverture du site et déposées par le transporteur à l'intérieur de l'établissement.

La livraison est à la charge du Titulaire. L'enlèvement des palettes et emballages sont également à sa charge. Tous les matériels sont livrés dans des caisses adaptées et aménagées permettant de garantir leur protection pendant le transport.

Les livreurs ne peuvent circuler seuls au sein du fort. Ils doivent être obligatoirement accompagnés par un personnel de l'ECPAD, conformément aux consignes de sécurité en vigueur.

À l'arrivée du livreur, un agent de l'ECPAD vérifiera la conformité de la livraison. Le sas ne sera ouvert qu'après cette vérification préalable. Cet agent vous guidera jusqu'au magasin de l'ECPAD, lieu d'arrivée finale des matériels livrés.

## **6.2 - Transport**

Les livraisons sont effectuées par les soins du prestataire à ses frais, risques et périls. Les moyens de transport et le personnel nécessaires sont à sa charge.

Il est convenu que les matériels sont acheminés et livrés franco de port.

Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous la responsabilité du Titulaire. Le Titulaire doit être en mesure de répondre aux éventuelles demandes de l'Établissement quant aux dates et horaires de livraison.

## **7- DURÉE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE**

### **7.1 - Durée de l'accord-cadre**

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de douze (12) mois. Il démarre à compter de sa date de notification.

### **7.2 - Reconduction**

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à trois (3). La durée de chaque période de reconduction est de douze (12) mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de quarante-huit (48) mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le Pouvoir adjudicateur au moins deux (2) mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le Titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

En cas de non-reconduction, le Pouvoir adjudicateur en informe le Titulaire au plus tard deux mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre. La non-reconduction de l'accord-cadre ne donne droit au profit du Titulaire à aucune indemnité de quelque sorte que ce soit.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

### **7.3 - Durée / Délais d'exécution des bons de commande**

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre mais leur exécution doit être terminée au plus tard trois (3) mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation ne remet pas en cause la validité d'un bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le Titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

Les délais d'exécution seront fixés dans les bons de commande.

## **8- MODALITÉS D'ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE**

### **8.1 - Emission des bons de commande**

Les bons de commande seront émis par le Pouvoir adjudicateur au moment de la survenance des besoins. Le Titulaire pourra être saisi de tous dossiers par voie de courrier, télécopie, courriel, remise en mains propres précisant l'objet des prestations.

Il devra accuser réception de la demande par écrit (courrier, télécopie ou courriel) dans un délai maximum de 3 jours ouvrés.

Chaque bon de commande a trait à une affaire déterminée. Il spécifie la nature de la prestation demandée, les modalités de détermination du prix, les délais d'exécution et le service de l'établissement public référent.

Le bon de commande peut porter sur une prestation déterminée ou sur une mission. La commande d'une mission se rapporte à une affaire déterminée, elle emporte commande de toutes prestations nécessaires à sa résolution.

Les commandes adressées au Titulaire pendant la durée de l'accord-cadre peuvent s'exécuter au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre, dans une proportion strictement nécessaire à l'accomplissement de la mission confiée au Titulaire et à la défense des intérêts de l'établissement de communication et de production audiovisuelle de la défense.

En revanche, passé la date d'échéance de l'accord-cadre, aucune commande ne peut être adressée au Titulaire sur le fondement du présent accord-cadre.

## **8.2 - Contenu des bons de commande**

Chaque bon de commande comportera les renseignements suivants :

- La référence du lot de l'accord-cadre ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La désignation des prestations ;
- Les prix unitaires du BPU et les quantités à exécuter ;
- Les dates de livraison et de récupération des matériels ;
- Le montant total hors taxes ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TTC ;
- **Le cas échéant, pour les prestations hors BPU, le numéro et la date du devis préalablement validé par l'ECPAD.**

## **8.3 - Observations de la part du Titulaire**

Le Pouvoir adjudicateur a une obligation d'information envers le Titulaire. A ce titre, il est tenu d'avertir le Titulaire de tout contretemps pouvant intervenir et ayant des conséquences sur l'exécution ou l'annulation des prestations.

## **8.4 - Annulation d'un bon de commande et arrêt d'exécution d'un bon de commande**

### **Annulation d'un bon de commande**

L'annulation d'un bon de commande avant livraison ou exécution n'ouvre pas droit à indemnité au bénéfice du Titulaire, à l'exception des frais réellement exposés par lui pour la préparation de la commande. Le Titulaire est indemnisé de ses frais sur la base d'un état présenté par lui accompagné de pièces justificatives.

### **Arrêt d'exécution d'un bon de commande**

Le Pouvoir adjudicateur peut, qu'il y ait ou non faute du Titulaire, décider de l'arrêt de l'exécution d'une commande, dont le bon de commande a été notifié.

Il notifie cet arrêt au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Pour tout événement non prévisible à l'avance qui surviendrait en cours d'exécution et causerait un empêchement justifiant de l'arrêt d'exécution, le Pouvoir adjudicateur fera ses meilleurs efforts pour prévenir le Titulaire dans les plus brefs délais.

L'arrêt d'exécution des prestations commandées ne vaut pas résiliation de l'accord-cadre.

L'arrêt d'exécution d'une commande, à la demande du Pouvoir adjudicateur, entraînera le versement au prestataire d'une indemnité de dédit équivalent à 40% du montant restant à devoir et correspondant à la partie de la prestation qui ne sera pas exécutée.

Ce pourcentage s'appliquera de manière forfaitaire, en l'absence de faute du Titulaire.

Dans tous les cas, l'indemnité ne pourra être supérieure au montant restant dû.

## **8.5- Modalités de décompte des délais**

Les dispositions suivantes sont prises par dérogation à l'article 3.2 du CCAG-FCS.

- Lorsque le **délai est fixé en jours**, il s'entend en jours calendaires et il expire à minuit le dernier jour du délai. Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi ou un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvré qui suit, à minuit.
- Lorsque le **délai est fixé en jours ouvrés**, il s'entend hors samedis, dimanches, jours fériés.
- Lorsque le délai est fixé **en heures ouvrées**, il s'entend du lundi au vendredi de 08h30 à 17h00.

## **9- MODALITÉS D'EXÉCUTION**

### **9.1 - Obligations du Titulaire**

Le Titulaire de chaque lot s'engage à livrer les prestations objet du marché, **à la date et à l'heure indiquée à dans le devis qui sera préalable à l'émission du bon de commande.**

La notification du bon de commande sera effectuée par courrier électronique, à l'adresse mentionnée par le titulaire. Cette notification par voie électronique fera foi de la date de réception. Un accusé de réception automatique ou explicite pourra être exigé à cet effet.

La date et l'heure de récupération du matériel par le Titulaire du lot sera convenue entre les deux parties.

**Les équipements mis à disposition dans le cadre du service doivent obligatoirement être en état de marche.** Les liaisons de transmission doivent être opérationnelles et conformes aux niveaux de service attendus.

Au titre de la garantie, lorsque le matériel n'est pas fonctionnel, le Titulaire sous un délai de 24 heures ouvrées suivant le jour de la réception du courriel d'alerte de la défaillance.

Le Titulaire du marché s'engage à informer la personne publique dans les meilleurs délais et par écrit de tout retard ou risque de retard susceptible d'affecter l'exécution des prestations.

Le Titulaire du marché devra prendre à ses frais toutes les dispositions utiles pour éviter les retards dont il serait responsable ou dont ses éventuels sous-traitants seraient responsables.

### **9.2 – Prolongation du délai d'exécution**

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le Pouvoir adjudicateur au Titulaire, lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel.

Il en est ainsi si la cause qui met la société dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de l'ECPAD. ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Auquel cas, conformément à l'article 13.3 du CCAG-FCS, aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

### **9.3 - Dispositions diverses**

Toutes les prestations nécessaires à la bonne exécution des missions confiées dans chaque bon de commande sont réputées incluses dans le prix fixé par le Titulaire, y compris lorsqu'elles ne font pas l'objet d'une stipulation spécifique, et sauf exclusion expresse.

#### **9.4 Prestations non listées au BPU**

En cas de nécessité, lorsque les prestations requièrent la fourniture de prestations non listées au bordereau des prix unitaires (BPU), l'ECPAD peut solliciter du Titulaire l'établissement d'un devis. Les prestations concernées ne pourront être exécutées qu'après émission d'un bon de commande par l'ECPAD. Le devis devra mentionner de manière explicite qu'il s'agit de prestations hors BPU.

Les prix des prestations hors BPU seront réputés contractuels et intégrés de manière définitive au marché.

Les nouveaux prix seront intégrés au BPU par voie d'avenant.

#### **9.5 Délais d'intervention en cas de panne du matériel**

Le Titulaire s'engage à intervenir [sous un délai de 24 heures ouvrées en cas de panne du matériel, suivant le jour de la réception du courriel d'alerte de la défaillance](#)

Si une panne est constatée, un courriel (doublé d'un appel téléphonique) est transmis par l'ECPAD aux coordonnées du SAV mentionné par le Titulaire dans son offre (CRT).

Les pénalités commenceront à courir à compter de l'envoi du courriel.

En cas de non-respect de ce délai contractuel, la pénalité définie à l'article 18 du présent CCAP sera appliquée.

### **10- OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

En cas de manquement aux obligations mentionnées ci-après, l'administration pourra résilier l'accord-cadre aux torts exclusifs du Titulaire, et faire exécuter les prestations aux frais et risques du Titulaire.

Les obligations s'appliquent au Titulaire, ainsi qu'à ses éventuels cotraitants et sous-traitants. Le Titulaire doit donc veiller à ce que les cotraitants et sous-traitants soient informés des obligations liées au présent marché public.

#### **10.1- Obligations de qualité**

Dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent contrat, le Titulaire est informé qu'il est astreint à une obligation de résultats pour l'ensemble des prestations.

Le Titulaire détient la responsabilité de mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des moyens permettant la meilleure exécution des prestations. Il devra garantir la qualité des prestations livrées ainsi que leur conformité aux exigences accord-cadre et des cahiers des charges qui en découlent.

A ce titre, le Titulaire doit veiller à ce que les prestations répondent en totalité, et de manière permanente aux prescriptions des documents de l'accord-cadre. Ainsi, il doit :

- a. Atteindre les résultats demandés de la façon la plus efficiente possible ;
- b. Assurer un niveau de qualité conforme aux niveaux de service ;
- c. Donner une visibilité satisfaisante sur les processus mis en œuvre.

L'Administration se réserve le droit, à tout moment, de vérifier les éléments de performance auxquels s'est engagé le Titulaire dans son offre.

Toute modification des spécifications techniques doit faire l'objet d'un acte modificatif signé du Pouvoir adjudicateur avant son application.

## **10.2- Obligations de conseil**

Le Titulaire a une obligation permanente de conseil de la Personne Publique dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre. Il s'engage à informer sans délai l'Administration ou son représentant de tout événement ou de toute difficulté de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objet du présent accord-cadre, tels qu'ils ont été définis dans les pièces contractuelles.

A ce titre, il est tenu d'informer l'Administration sur les évolutions techniques/technologiques ayant un impact sur les prestations en cours.

## **10.3- Obligations de résultat**

Le Titulaire est tenu à une obligation de résultat pour l'ensemble des prestations prévues au titre du présent accord-cadre.

A ce titre, il doit veiller à ce que les prestations répondent en totalité, et de manière permanente aux prescriptions des documents du marché public, ainsi que des cahiers des charges transmis en cours d'exécution de l'accord-cadre.

L'administration se réserve le droit, à tout moment, de vérifier les éléments de performance auxquels s'est engagé le Titulaire dans son offre.

Dans l'hypothèse où les résultats obtenus sont inférieurs à ceux annoncés dans son offre et/ou sa proposition technique et financière remise lors de la demande de l'ECPAD, le Titulaire s'engage sans délai à mettre en œuvre toutes les actions nécessaires pour rétablir le niveau de qualité attendu.

En cas de sous-traitance, le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent accord-cadre.

## **10.4- Obligation de confidentialité et de discrétion**

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel et ses partenaires. Le Titulaire s'engage à faire respecter l'ensemble de ces obligations par son personnel, les autres opérateurs économiques et leurs personnels intervenant de son fait au titre de l'accord-cadre.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de la Personne Publique, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le Titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de l'administration.

Le Titulaire se porte garant auprès de l'administration du fait que ses personnels sont astreints aux présentes obligations de confidentialité.

Dans l'hypothèse où ceux-ci ne respecteraient pas cette obligation, l'administration ne considérera comme seul responsable que le Titulaire.

## **10.5 -Matériel employé lors de la prestation**

Pour chaque prestation, **le Titulaire a le devoir d'anticiper les éventuels dysfonctionnements**. A ce titre, il doit notamment prévoir le matériel nécessaire en vue d'un remplacement inopiné afin de pallier toute panne du matériel.

## **10.6- Continuité de service**

Le Titulaire s'engage à disposer de tous les moyens nécessaires humains, matériels, pour assurer les engagements du présent accord-cadre, en tout temps et en toutes circonstances, à l'exclusion des cas de force majeure (émeute, grève générale, guerre, guerre civile, sabotage, etc.).

Dès lors, il appartient au Titulaire de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'en assurer l'exécution de bout en bout, tout en garantissant les obligations de qualité et de résultats mentionnées supra.

**Une interruption de service menant à l'échec de la mission ne peut être envisagée dans le cadre de ce marché public.**

## **11- RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE**

Le Titulaire est responsable du non-respect de ses obligations stipulées dans l'accord-cadre et des dommages de toute nature, causés au personnel de la Personne Publique, aux biens et aux tiers du fait de son personnel salarié en activité de travail, de ses matériels et de ses prestations.

Sauf pour les hypothèses relevant de la force majeure ou pour des manquements dont l'origine serait imputable à une défaillance de la Personne Publique ou de l'un de ses préposés ou d'un tiers dans l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire est responsable de tout manquement à ses obligations contractuelles au titre du présent accord-cadre et doit réparation pour les dommages causés à la Personne Publique.

Cette responsabilité peut être engagée de façon cumulative avec l'application de pénalités, dès lors que le préjudice en cause n'est pas réparé par les pénalités.

## **12- CONDITIONS D'ACCÈS AU FORT D'IVRY-SUR-SEINE**

### **12.1- Cadre général**

Le site du Fort d'Ivry-sur-Seine est une zone protégée (arrêté n°20538/ARM/ECPAD du 1<sup>er</sup> juin 2021). Le régime de protection des zones protégées est régi par les dispositions des articles 413-7, 413-8 et des articles R. 413-1 à R. 413-5 du Code pénal.

Les dispositions suivantes sont celles en vigueur au moment de la passation du marché. Elles peuvent être amenées à évoluer. Dans ce cas, les modifications sont transmises au Titulaire.

Le (ou les) personnel(s) intervenant pour le compte d'un Titulaire devra impérativement obtenir l'autorisation d'accès au fort pour l'exécution du présent marché public.

En cas de manquement aux obligations mentionnées au présent article, l'Administration pourra résilier le marché concerné aux torts exclusifs du Titulaire, et faire exécuter les prestations aux frais et risques de ce dernier.

Les obligations s'appliquent au Titulaire, ainsi qu'aux éventuels cotraitants et sous-traitants. Chaque Titulaire doit donc veiller à ce que les cotraitants et sous-traitants soient informés des obligations liées au présent marché public.

### **12.2- Conditions d'accès au Fort d'Ivry-sur-Seine- Zone protégée, contrôles primaires**

Le Titulaire devra faire compléter par tous les agents, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations, **le formulaire de contrôle primaire qui lui sera fourni par l'ECPAD dès la notification du marché.**

Le Titulaire s'engagera à remettre à l'ECPAD le ou les formulaires complétés, au format électronique, **vingt-et-un (21) jours** avant la date d'accès au site escomptée.

En cas d'incohérence dans les informations transmises sur les formulaires, le délai d'obtention de l'autorisation d'accès sera rallongé et le Titulaire s'engagera à fournir les documents complémentaires demandés, tels que les pièces d'identité, les titres de séjour ou les actes de naissance.

Le Titulaire s'engagera à ce que seules les personnes ayant préalablement soumis le formulaire précité et fait l'objet d'une autorisation d'accès au site émise par l'officier de sécurité de l'ECPAD accèdent au lieu d'exécution des prestations.

L'ECPAD se réserve la possibilité, de plein droit et sans justification, de refuser l'accès au site à un ou des agents.

Les autorisations et les refus d'accès à la zone protégée ont une durée de validité de deux ans.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée ou exigée de l'ECPAD, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un agent sous la responsabilité du Titulaire. Idéalement, une équipe de réserve est identifiée au préalable et soumise aux formalités de façon préventive.

Le non-respect ou l'inobservation par le Titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

### 12.3-Accès à la zone protégée – planification des venues et contrôles au poste d'accueil et de filtrage

L'autorisation d'accès valable **deux ans** ne vaut pas un droit d'entrée permanent au site. Une planification des venues est préalablement obligatoire.

La planification des venues doit être établie au préalable avec le service de l'ECPAD en charge du suivi de la prestation, et ce, en respectant, sauf en cas d'urgence avérée, un délai de prévenance minimal de **48 heures ouvrées**.

Les agents disposant d'une autorisation d'accès doivent, à chaque entrée, présenter au poste d'accueil et de filtrage (PAF) une pièce d'identité nationale (passeport ou carte d'identité uniquement), ou un titre de séjour stipulant leur droit à travailler sur le territoire national, en cours de validité. Les pièces d'identités étrangères, les photocopies ou les copies numériques ne sont pas acceptées.

Les agents disposant d'une autorisation d'accès doivent, à chaque entrée et à chaque sortie, se soumettre aux contrôles visuels des sacs et véhicules.

Les agents disposant d'une autorisation d'accès ne disposent pas tacitement d'une autorisation d'accès en véhicule. La règle générale applicable aux véhicules est le stationnement sur le parking visiteur extérieur à la zone protégée. La demande d'autorisation d'accès d'un véhicule doit intervenir au plus tard 48h ouvrées avant la date de venue escomptée, être expressément justifiée par un besoin matériel et stipuler la marque et l'immatriculation du véhicule.

Le non-respect ou l'inobservation par tous les agents, appelés sous la responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour le compte du Titulaire pour exécuter les prestations, de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

### 12.4 -Protection du secret de la Défense nationale

Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, les Titulaires s'engagent à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du contrat la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le contrat est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

Chaque Titulaire reconnaît :

- ✓ Avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du Code pénal ;
- ✓ Qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense nationale.



Chaque Titulaire reconnaît avoir fait signer par tous les personnels, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations, une déclaration individuelle par laquelle lesdits personnels attestent :

- ✓ Avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du Code pénal ;
- ✓ Qu'il n'a pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Les Titulaires s'engagent à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations.

Les Titulaires s'engagent à remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée de l'autorité contractante ou exigée d'elle, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par les Titulaires de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

### 13- CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

#### 13.1 – Opérations de vérification quantitative

Par dérogation aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS, les opérations de vérification se dérouleront tout au long du déroulement des prestations.

La personne (agent de l'ECPAD) en charge de la réception des matériels, procède à un contrôle quantitatif des équipements livrés qui ne nécessite qu'un examen sommaire et ne demande que peu de temps. **La signature du bon de livraison ne vaudra pas admission des prestations.**

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, le gestionnaire ou son représentant pourra mettre en demeure :

- soit de reprendre immédiatement l'excédent, si la livraison dépasse la commande.
- soit de compléter la livraison dans les délais qui lui seront prescrits à concurrence de la quantité totale prévue par le marché.

#### 13.2 – Opérations de vérification qualitative

Les opérations de vérification qualitatives se font après la livraison du matériel par le Titulaire. Ce dernier procède, avec un agent de l'ECPAD, à la vérification de conformité au cahier des charges et s'assure du bon fonctionnement immédiat des prestations demandées. La vérification de service régulier a pour but de constater que les matériels livrés sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation.

#### 13.3 – Décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet

Les décisions prises par l'administration peuvent être : l'admission (avec ou sans réfaction), l'ajournement ou le rejet telles que définies à l'article 25 du CCAG-FCS. Si le Pouvoir adjudicateur ne notifie pas sa décision dans le délai imparti, l'admission est réputée acquise 15 jours à dater de la livraison du matériel.

L'**admission des prestations** s'effectuera conformément aux dispositions de l'article 25.1 du CCAG-FCS. Le représentant du Pouvoir adjudicateur prononcera la décision d'admission des prestations, sous réserves des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché.

L'admission prend effet à la date de notification au Titulaire de sa décision ou en l'absence de décision, **dans un délai de quinze jours à dater de la livraison du matériel**. L'admission du matériel survient lorsqu'aucun dysfonctionnement n'est constaté.

Le Pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider **d'ajourner l'admission des prestations** par une décision motivée. Cette décision invite le Titulaire à présenter à nouveau au Pouvoir adjudicateur les matériels en état de marche ou à les remplacer, dans un délai de quinze jours.

Le Pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des matériels, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admis en l'état, il peut les admettre avec **réfaction** de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Lorsque le Pouvoir adjudicateur estime que les matériels ne peuvent être admises en état, il en prononce le **rejet** partiel ou total.

## 14- CONDITIONS DE GARANTIE

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS, les **matériels livrés et leurs accessoires** font l'objet d'une garantie sur la durée totale de l'accord-cadre avec remplacement en cas de dysfonctionnement et accompagnée d'une assistance technique.

Ainsi, au titre de cette garantie, le Titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais le matériel qui serait reconnu défectueux, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au Pouvoir adjudicateur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le Titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le Pouvoir adjudicateur un préjudice, celui-ci exige un matériel de remplacement équivalent. Le délai de garantie est de vingt-quatre-heures (24h) à compter de la réception du courriel d'information de la défaillance.

## 15- CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET GESTION DES DÉCHETS

Le Titulaire se conforme à l'ensemble de la réglementation actuelle et à venir en matière d'environnement et de développement durable.

Les prescriptions de l'article 7 du CCAG-FCS s'appliquent au présent accord-cadre.

Le Titulaire s'engage, par ailleurs, à respecter les propositions qu'il a faites dans le cadre de réponse technique transmis lors de la remise de son offre.

Par ailleurs, en application des prescriptions des directives, concernant la prise en compte du développement durable dans les achats du ministère des Armées, le Titulaire s'engage à limiter la consommation des ressources non renouvelables, à réduire la consommation électrique ainsi que les déchets et à traiter de façon optimale les produits en fin de vie.

Le cas échéant, et conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, le Titulaire sera tenu de récupérer les matériels en fin de vie ou usagés afin d'assurer leur recyclage ou leur destruction.

## 16- PRIX DU MARCHÉ

### 16.1 - Forme et types des prix

Les prix fixés dans le bordereau des prix unitaires de l'accord-cadre sont traités à prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les prix unitaires exprimés toutes taxes comprises et hors taxes figurent dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement pour chacun des lots du marché.

La proposition financière du Titulaire au stade de l'accord-cadre (bordereau des prix unitaires) forme le référentiel de prix de ses offres pour les bons de commande.

Conformément à l'article R.2112-13 du code de la Commande publique le présent accord-cadre est conclu à prix révisables.

A l'annexe financière – Bordereau des Prix unitaires, les prix sont unitaires et révisables annuellement, à la date d'anniversaire de l'accord-cadre.

### 16.2 -Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, droits, accises ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

### 16.3 -Prix initiaux

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date de remise des offres. Le Titulaire certifie que les prix stipulés n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle. Il s'engage à fournir toutes les justifications permettant de vérifier cette conformité si le Pouvoir adjudicateur le demande.

La proposition financière du Titulaire au stade de l'accord-cadre (bordereau des prix unitaires) forme le référentiel de prix de ses offres pour les bons de commande.

En cas de nécessité, lorsque les prestations requièrent la fourniture d'éléments non listés au bordereau des prix unitaires (BPU), l'ECPAD peut solliciter du Titulaire l'établissement d'un devis. Les prestations concernées ne pourront être exécutées qu'après émission d'un bon de commande par l'ECPAD. Le devis devra mentionner de manière explicite qu'il s'agit de prestations hors BPU.

Dans l'annexe financière – Bordereau des Prix unitaires, les prix sont établis hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) en euros (€), avec deux décimales. Les prix sont assujettis à la TVA au taux en vigueur, indiqué dans l'offre financière du Titulaire.

En cas de variation de ce taux ou de création de taxe, les factures tiendront compte des modifications intervenues.

### 16.4 -Révision des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la signature de l'offre par le Titulaire (mois Mo).

Les prix sont révisables annuellement à chaque date anniversaire du marché à l'aide de la formule ci-après. Le Titulaire du marché s'engage à faire parvenir à l'établissement ses nouveaux prix avec un préavis d'un (1) mois avant la date prévue pour l'application de la révision.

Les prix restent fermes la première année. Aucune variation provisoire ne sera effectuée. A l'issue de la première année, le calcul de la variation du prix s'effectue, par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times \left[ 0,15 + 0,85 \times \frac{I}{I_0} \right] \quad \text{dans laquelle :}$$

- ✓  $P_1$  = prix révisé ;
- ✓  $P_0$  = prix établis aux conditions économiques au jour du dépôt de l'offre ;
- ✓  $I_0$  = Indices en vigueur le jour du dépôt de l'offre des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 59.1 – Services cinématographiques, vidéo et de télévision- Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766524 ;
- ✓  $I_1$  = Indices en vigueur le jour de la demande de révision des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 59.1 – Services cinématographiques, vidéo et de télévision - Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766524

L'indice est disponible sur le site [www.insee.fr](http://www.insee.fr).

La lecture des indices s'effectue selon la méthode des derniers indices connus.

## 16.5 -Clause de sauvegarde

L'Administration se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée de l'accord-cadre à la date d'application du nouveau barème lorsque l'augmentation de celui-ci est supérieure à 2% l'an.

## 17- MODALITÉS DE RÉGLEMENT

### 17.1 -Délai global de paiement et intérêts moratoires

Le délai maximum de paiement est de trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception de la facture, ou de la date d'exécution des prestations, portée sur la certification de service fait, si elle est postérieure à la date de réception de la facture dématérialisée.

Dans les conditions prévues aux articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique, le défaut de paiement dans les délais fait courir, de plein droit et sans formalité, des **intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire de 40 euros** pour frais de recouvrement aux bénéfices du Titulaire. Le taux des éventuels intérêts moratoires sera égal au taux d'intérêts de la principale activité de refinancement de la banque centrale européenne (BCE) augmenté de 8 points.

### 17.2 -Etablissement et remise des factures

#### 17.2.1 Mentions obligatoires sur les factures

Les factures sont établies en un original portant outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et adresse du créancier ;
- Le numéro de séquençement unique (n° facture) ;
- Le numéro d'inscription au registre du commerce, le numéro de SIRET, les références du compte bancaire ou postal ;
- La référence du marché suivante : « 2025-ECPAD-042 à 044-AC » avec les lots concernés (lot n°1 : 042 ; lot n°2 : 043 ; lot n°3 : 044) ;
- La désignation de la prestation ;
- Les prix, le taux et le montant de la taxe à la valeur ajoutée française (T.V.A.) ;

- La date d'édition de la facture.

### **17.2.2 Transmission des factures**

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016, relatifs au développement de la facturation électronique, la transmission dématérialisée des factures est, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, obligatoire pour l'ensemble des Titulaires. L'obligation de transmission des factures dématérialisées s'applique à tous les Titulaires et sous-traitants admis au paiement direct des contrats.

Les factures devront être transmises sur le portail « CHORUS PRO » en renseignant les éléments suivants :

- Le **numéro de SIRET**, qui identifiera l'ECPAD en tant que destinataire de la facture : 180 092 231 00018 ;
- Le **code service suivant** : **TECHAV** ;
- Le **numéro d'engagement et le code service** sont inscrits sur chaque bon de commande.

En cas d'envoi papier, les factures seront adressées à :

**Etablissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense**  
**Secrétariat Général – Département Budgétaire et Financier**  
2 à 8, route du Fort - Fort d'IVRY  
94 205 IVRY SUR SEINE Cedex

Quel que soit le mode d'envoi, toute facture incomplète sera renvoyée et les délais de paiement suspendus.

### **17.3 -Règlement**

Le paiement interviendra après certification du service fait sur chaque facture. Le mode de règlement est le virement administratif.

### **17.4 -Avance**

Une avance pourra être accordée au Titulaire dans les conditions définies par chaque marché subséquent.

Une avance est accordée dans les conditions fixées aux articles R. 2191-3 à R. 2191-12 sauf renoncement indiqué à l'acte d'engagement.

### **17.5- Cession ou nantissement**

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux conditions stipulées aux articles L.2191-8 et R.2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

## **18- PÉNALITÉS**

Les dispositions suivantes sont prises par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS.

Les pénalités s'appliquent aux délais inscrits dans les documents contractuels, mais également aux délais inscrits dans les marchés subséquents afférent à chaque prestation.

Fait générateur	Montant de la pénalité
<b>Pénalités pour retard dans la livraison ou installation des équipements</b>	
En cas de non-respect du délai contractuel de mise à disposition du matériel <b>mentionné dans le devis</b>	<b>350 € par demi-journée de retard</b>
<b>Pénalité pour indisponibilité de la liaison ou interruption de service</b>	
En cas d'interruption non programmée de la transmission hertzienne et ou / cellulaire (panne, dysfonctionnement technique non imputable à l'acheteur)	<b>150 € par tranche de 30 minutes d'indisponibilité.</b>
<b>Pénalité pour mauvaise qualité du signal</b>	
En cas de non-conformité du signal transmis (perte de qualité vidéo, latence excessive, parasites), constatée par l'acheteur ou son représentant :	<b>150 € par incident constaté.</b>
<b>Pénalités pour retard d'intervention en cas de panne</b>	
En cas de défaillance du système, si le prestataire ne respecte pas le délai d'intervention prévu au présent marché. Le décompte des heures commence à compter de l'envoi du courriel par l'ECPAD au SAV. Il n'est pas attendu d'accusé réception de la part du Titulaire.	<b>80 € par heure de retard.</b>
<b>Pénalités pour non-respect des mesures de sécurité ou de confidentialité</b>	
Si le prestataire ne respecte pas les règles de sécurité ou les exigences de confidentialité des transmissions :	<b>300 € par manquement constaté.</b>
<b>Pénalités relatives à la situation fiscale et sociale – Lutte contre le travail dissimulé – Code du travail :</b>	
En cas de retard dans la remise des justificatifs et attestations prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, notamment aux articles D.8222-5 et suivants et D.8254-2 du Code du travail.	Le Titulaire encourt une <b>pénalité de 500 € par jour calendaire de retard</b> et par document, sans mise en demeure préalable. La pénalité est également encourue dans les mêmes conditions pour le défaut de production périodique desdits justificatifs et attestations pour les sous-traitants directs et indirects.
En cas de manquement présumé du Titulaire à ses obligations au regard de la réglementation applicable à la lutte contre le travail dissimulé.	Le Titulaire encourt une <b>pénalité de 500 € par jour de retard</b> jusqu'à la régularisation de sa situation.
En cas de manquement à l'obligation édictée par l'article L.1262-4-1 I. 2e alinéa du Code du travail.	Le Titulaire encourt une <b>pénalité de 1 000 € par jour calendaire de retard</b> et par



	omission de déclaration ou déclaration hors délai à l'inspection du travail.
En cas de manquement à l'obligation de fournir la preuve de déclaration prévue à l'article L.1262-2-1 du Code du travail.	Le Titulaire encourt <b>une pénalité de 1 000 € par jour calendaire</b> à compter du début du détachement et par omission de déclaration ou déclaration hors délai à l'inspection du travail-
<p><b>Avant application des pénalités, le Titulaire sera invité à fournir des explications sous cinq (5) jours ouvrables.</b></p> <p><b>A l'expiration de la période laissée au Titulaire pour s'expliquer, les pénalités visées seront appliquées jusqu'à la régularisation de la situation. A défaut de régularisation de la situation dans les trente (30) jours suivant le constat de l'infraction, le marché pourra être résilié sans indemnité et aux torts exclusifs du Titulaire.</b></p>	
<b>Pénalité en cas de non-respect des obligations relatives aux salariés détachés :</b>	
En cas de manquement à l'une quelconque des obligations législatives et réglementaires en vigueur relatives aux salariés détachés par une entreprise non établie en France.	<p>Le Titulaire est passible <b>d'une pénalité de 1 000 € par infraction constatée et par jour</b>, sans mise en demeure préalable.</p> <p>Les pénalités visées sont appliquées à compter de la constatation de l'infraction jusqu'à la régularisation de la situation. A défaut de régularisation de la situation dans les trente (30) jours suivant le constat de l'infraction, le contrat pourra être résilié sans indemnité et aux torts exclusifs du Titulaire.</p>
<b>Pénalité en cas de non-respect des propositions et prescriptions liées au développement durable :</b>	
En cas de non-respect des propositions et prescriptions liées au développement durable faites par le Titulaire dans le questionnaire Développement durable.	Le Titulaire se verra appliquer <b>une pénalité correspondant à 2% du prix de la prestation</b> (figurant sur le marché subséquent) au cours de laquelle le manquement a été constaté.

## 19- MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE

### 19.1 -Modification de l'accord-cadre rendant nécessaire la conclusion d'un avenant

Si le besoin le justifie, l'accord-cadre peut faire l'objet de modifications, sous réserve des dispositions de l'article L. 2194-1 du Code de la commande publique.

Les quatre cas exposés ci-dessous rendent obligatoire l'établissement d'un avenant :

- **Prestations supplémentaires apparues en cours d'exécution** : lorsque les besoins de l'ECPAD en cours d'exécution nécessitent l'ajout de nouvelles prestations ou la substitution de certaines initialement prévues, soit de faire évoluer une ou plusieurs prestations proposées par le Titulaire, et ce, dans le cadre des besoins exprimés dans le cahier des clauses techniques particulières, sans pour autant que ces modifications introduites ne soient substantielles et n'impactent le montant du contrat. Des prestations supplémentaires pourront être commandées par ajout au bordereau de prix pour garantir l'unité de la prestation.
- **Modification du montant du marché** : lorsque les prestations supplémentaires apparues en cours d'exécution sont devenues nécessaires et font naître une modification du montant du contrat dans la limite fixée par l'article R. 2194-3 du Code de la commande publique.
- **Défaillance du Titulaire** : en cas de défaillance du Titulaire et lorsque la reprise de l'accord-cadre par un autre opérateur économique n'est pas rendue nécessaire, celui-ci peut être résilié dans les conditions prévues au CCAG applicable. Cependant, lorsque le Titulaire est

un groupement d'opérateurs économiques, le groupement doit exécuter le marché dans les conditions mentionnées à l'acte d'engagement ou ses annexes. En cas de défaillance d'un membre du groupement, les prestations dévolues à cet opérateur sont effectuées soit par les autres membres du groupement soit par un nouvel opérateur économique, accepté par l'ECPAD. Si le mandataire du groupement est défaillant, un autre mandataire est désigné au sein du groupement. A défaut, l'ECPAD peut proposer au groupement d'intégrer un nouveau mandataire de son choix. Dans le cas où le changement de Titulaire agréé par l'ECPAD ne peut être acté par voie d'avenant, un nouveau marché est passé avec le nouveau mandataire d'une part et les autres membres du groupement d'autre part sans que le nouveau contrat ne bouleverse les conditions économiques du contrat initial.

- **Modifications affectant le Titulaire ou son activité :** le Titulaire doit obligatoirement notifier à l'ECPAD toute modification ayant pour effet de substituer à la personne morale signataire du présent accord-cadre une entité juridique différente ou d'entraîner un changement de contrôle de la société. Les conditions de la cessation d'activités ou autres causes d'interruption non volontaire des activités de l'entreprise seront réglées conformément aux dispositions du CCAG applicable. La cession du présent marché sans autorisation expresse de l'ECPAD est interdite.
- **Possibilité d'accroître le montant maximum de commande fixé dans l'accord-cadre :** La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement du montant maximum est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le Pouvoir adjudicateur. La procédure de réexamen sera introduite en vue d'accroître le montant maximum des commandes fixé dans l'accord-cadre dans la limite de 30% sur toute la durée de l'accord-cadre, reconductions incluses en cas de dépenses exceptionnelles intervenant sur le marché et non prévisibles au moment du montage de l'accord-cadre.

Ces modifications ne peuvent changer l'objet du marché ou modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée par le Titulaire du marché.

## 19.2 -Modification de l'accord-cadre ne donnant pas lieu à un avenant

Les modifications n'emportant pas changement de la situation juridique de l'entreprise sont prises en compte par l'établissement sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant. Il s'agit notamment des modifications d'ordre administrative suivantes liées au Titulaire :

- Modification du siège social ;
- Modification du compte bancaire ;
- Désignation d'un nouveau dirigeant non consécutive à changement de contrôle de la société ;
- Changement de raison sociale ou changement de la structure de l'entreprise n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale.

## 20- REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au Titulaire, en application des dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique.



## 21- OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES

Le Titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la main d'œuvre et conditions de travail, ainsi que celles relatives à la protection de l'environnement visées à l'article 7 du CCAG-FCS.

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue, respectent les prescriptions législatives, normatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes. Il doit être en mesure d'en justifier, sur simple demande du Pouvoir adjudicateur.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du Titulaire pendant la durée de l'accord-cadre. Le Titulaire applique le principe de précaution face aux problèmes touchant à l'environnement, aussi bien dans l'utilisation et l'élimination ou le recyclage des produits utilisés.

Le Titulaire veille également à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet de l'accord-cadre, conformément à la réglementation en vigueur.

Le Titulaire s'engage à limiter la consommation des ressources non renouvelables, à réduire la consommation électrique ainsi que les déchets et à traiter de façon optimale les produits en fin de vie.

Les échanges entre l'ECPAD et le Titulaire se font, dans la mesure du possible, par voie électronique afin de réduire la consommation de papier. Le Titulaire s'engage à imprimer en recto/verso les documents remis sur support papier.

Le Titulaire s'engage, par ailleurs, à respecter les propositions inscrites dans le questionnaire concernant le développement durable, transmis lors de la remise de son offre.

## 22- RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS, notamment pour les motifs ci-après :

- Événement extérieur au marché (article 39) ;
- Événements liés au marché (article 40) ;
- Faute du Titulaire (article 41).

En outre, l'accord-cadre pourra être résilié pour motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, aucune indemnité ne sera due au Titulaire. Seront versées au Titulaire les sommes dues pour les prestations exécutées et réceptionnées.

En complément des dispositions de ces articles, l'accord-cadre peut également être résilié pour faute du Titulaire dans les cas suivants :

- ✓ Inexactitude des renseignements fournis à l'appui de la candidature et/ou de l'offre,
- ✓ Non-respect des obligations contractuelles malgré une mise en demeure.

L'ECPAD invitera préalablement le Titulaire à présenter ses observations. En cas de résiliation, le Pouvoir adjudicateur exigera au moins du Titulaire la remise des données détenues en vue de l'exécution de l'accord-cadre.

Le Pouvoir adjudicateur en informe le Titulaire ou ses ayants droits lors de la notification de la résiliation en indiquant le délai de remise de ces données par le Titulaire et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise.

## 23- EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, le Pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent marché public, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du Titulaire.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## 24- DOCUMENTS A PRODUIRE DANS LE CADRE DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ PUBLIC

### 24.1-Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du Pouvoir adjudicateur, et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier dans un délai de **quinze jours à compter de la notification du marché public** et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

**À tout moment durant l'exécution du marché public**, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Pouvoir adjudicateur et dans un délai de **quinze jours à compter de la réception de la demande** faite par l'administration. **A défaut de production dans un délai de 15 jours, le marché public pourra être résilié aux torts exclusifs du Titulaire.**

### 24.2-Documents administratifs à produire pendant l'exécution de l'accord-cadre

Le Titulaire doit fournir les pièces prévues aux articles D 8222-5, D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail. Ces pièces sont à produire **tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre.**

Si le Titulaire ne fournit pas ces documents, l'administration lui notifie par écrit une mise en demeure assortie du délai dont il dispose pour fournir ces documents. A défaut d'indication du délai, le Titulaire dispose d'**un mois à compter de la notification de la mise en demeure**, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

### 24.3-Redressement ou liquidation judiciaire

Le Pouvoir adjudicateur informe le Titulaire que si, pendant la durée du marché public, son entreprise est en difficulté sur le plan judiciaire, elle doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, adresser au représentant du Pouvoir adjudicateur **dans les quinze jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous les actes judiciaires relatifs au jugement** de faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire, ainsi qu'une copie de tous les documents afférents aux autorisations de poursuite des activités du Titulaire, dans le cadre d'exécution du marché public.

## 25 OBLIGATIONS DU TITULAIRE DANS LE CADRE DE L'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE

### 25.1-Lutte contre le travail dissimulé

En application de l'article L.8222-6 du Code du travail, si le Pouvoir adjudicateur est informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du Titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5, le Titulaire sera mis en demeure d'apporter au Pouvoir adjudicateur la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le marché public pourra être rompu sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

En outre, le Titulaire est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le site de l'ECPAD. Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition de l'ECPAD et

de toute autre autorité compétente, qui peut en solliciter la production à tout moment pendant la durée du marché public. Le cas échéant, le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché public.

## **25.2-Langue**

En application de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, l'ensemble des livrables demandés au titre du présent marché public doit être rédigé en français.

**En application de l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, dans le cas où un candidat ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir ce document accompagné d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.**

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre le Pouvoir adjudicateur, le Titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant l'exécution du marché public s'effectuera en français.

## **25.3-Confidentialité**

Le Titulaire et le Pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché public, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Titulaire ou du Pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché public. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties du marché public.

## **25.4- Protection du secret**

Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du contrat la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le contrat est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

## **25-5- Communication de tout changement afférant aux données du Titulaire**

Le Titulaire s'engage à prévenir le **département des affaires juridiques et des achats** de toute modification intervenant dans les caractéristiques de la société (changement de raison sociale, de compte bancaire, de SIRET, etc.) au fur et à mesure qu'elles interviennent, sous peine de refus des créances par le comptable public.

Le non-respect de cette obligation entraînera systématiquement la suspension du délai global de paiement.

## **25-6- Responsabilités du Titulaire vis-à-vis des tiers**

En toute circonstance, le Titulaire demeure seul responsable de tous dommages ou accidents causés à des tiers, lors ou par suite de l'exécution de prestations résultant, soit de son propre fait, soit de son personnel.

## 26 DIFFÉRENDS ET LITIGES

### 26.1 -Dispositions générales

Le Pouvoir adjudicateur et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché public ou à l'exécution des prestations objet du marché public.

Tout différend entre le Titulaire et le Pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce **mémoire doit être communiqué au Pouvoir adjudicateur** dans le délai de **deux mois**, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le Pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

### 26.2 Comités consultatifs de règlement amiable des litiges

En application des articles L. 2197-1, R. 2197-23 et R. 2197-24 du Code de la commande publique, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, les acheteurs et les Titulaires peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés dans des conditions fixées par décret.

Les comités consultatifs de règlement amiable ont pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Le médiateur des entreprises agit comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en ont exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

La saisine du médiateur des entreprises ou d'un comité consultatif de règlement amiable interrompt le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'à la notification du constat de clôture de la médiation ou la notification de la décision prise par l'acheteur sur l'avis du comité.

Le mode de saisine, la composition, l'organisation et les modalités de fonctionnement des comités consultatifs sont fixés par décret.

### 26.3 Procédure contentieuse

Le cas échéant et pour tout renseignement, l'instance chargée des procédures de recours contentieux est :

**Tribunal administratif de Melun**  
43, rue du Général de Gaulle  
77 008 MELUN  
Tél : 01 60 56 66 30  
Fax : 01 60 56 66 10

## 27- DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Sauf dérogations citées ci-dessous, les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières se réfèrent expressément au cahier des clauses administratives générales Fournitures courantes et services et s'appliquent au présent accord-cadre.

CCAP	CCAG
<b>Article 3 :</b> Documents contractuels	Article 4.1
<b>Article 4.4.1 :</b> Représentation du Pouvoir adjudicateur	Article 3.3
<b>Article 8.5 :</b> Modalités de décomptes des délais	Article 3.2
<b>Article 13 :</b> Constatations de l'exécution des prestations	Article 27 et 28
<b>Article 14 :</b> Conditions de garantie	Article 28
<b>Article 18 :</b> Pénalités	Article 14
<b>Article 22 :</b> Résiliation de l'accord-cadre	Article 42